

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 323 / Février 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

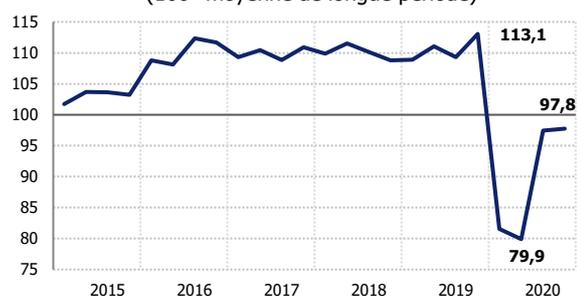
4^{EME} TRIMESTRE 2020

L'essoufflement de la dynamique de reprise

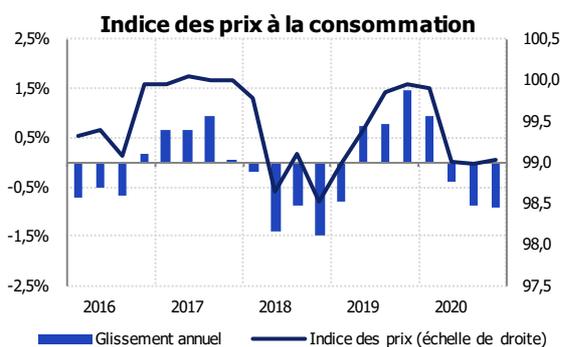
Malgré un contexte local et international marqué par les incertitudes, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) se maintient à 97,8 au quatrième trimestre 2020 (+0,3 point).

Si les professionnels interrogés par l'IEOM rapportent une activité mitigée en fin d'année et n'envisagent pas d'amélioration significative pour les premiers mois de 2021, ils semblent confiants quant aux capacités de résilience de leurs entreprises¹. Ainsi, soutenus par les aides publiques exceptionnelles, ils constatent en moyenne une évolution positive de leur situation de trésorerie.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Légère baisse des prix à la consommation



Source : ISPF

L'indice des prix à la consommation reste stable à 99,02 points au quatrième trimestre, mais enregistre une baisse de 0,9 % en glissement annuel. Cette contraction est favorisée par une baisse des prix des carburants et lubrifiants pour les véhicules personnels (-16,3 %), des services aériens de transports (-9,9 %) et des services de téléphonie (-14,8 %).

À l'inverse, les prix des produits alimentaires progressent de +1,9 % sur un an, tirés par une augmentation du prix des produits de la mer (+8 %). De même, les loyers des habitations enregistrent une hausse moyenne de +2,9 % en glissement annuel.

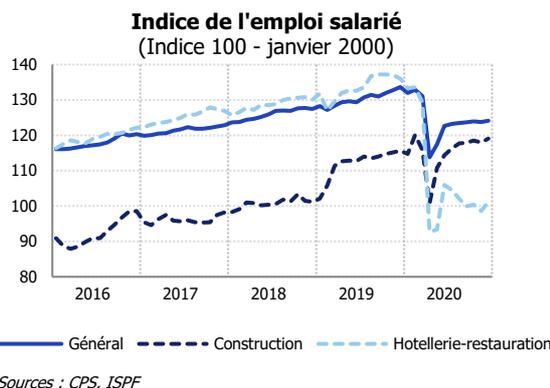
¹ La plupart des entreprises sondées ont été interrogées avant les nouvelles mesures de restrictions des déplacements en provenance ou à destination de la Polynésie française à partir du début du mois de février.

Un marché du travail soutenu par les dispositifs publics

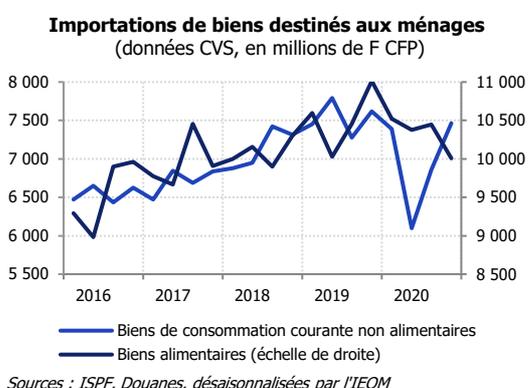
La situation du marché du travail est essentiellement liée aux dispositifs de soutien public instaurés il y a neuf mois. Ceux-ci permettent aux employeurs interrogés par l'IEOM d'envisager le maintien de leurs effectifs.

En effet, après une forte baisse observée pendant le confinement du mois d'avril, l'Indice de l'emploi salarié s'est stabilisé au quatrième trimestre à un niveau inférieur de 5,3 % de celui de l'année précédente.

Néanmoins, cette tendance générale connaît d'importantes disparités selon les secteurs d'activité. Ainsi, l'Indice de l'emploi salarié de l'hôtellerie-restauration baisse de 23,8 % en glissement annuel, alors que celui de la construction augmente de 6,4 %.



La consommation des ménages affaiblie



Les commerçants ayant répondu à l'enquête de l'IEOM témoignent d'une légère contraction de leur activité au quatrième trimestre qui leur permet néanmoins de soutenir leur trésorerie.

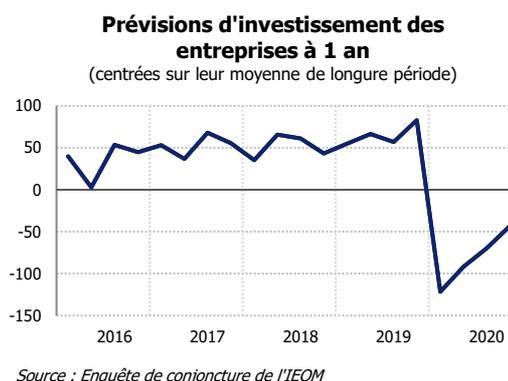
Ainsi, alors que la fin d'année est généralement marquée par une consommation plus forte, les importations enregistrent un recul de 8,1 % en glissement annuel pour les biens alimentaires et de 1,3 % pour les autres biens de consommation. Enfin les immatriculations de véhicules de tourisme neufs connaissent elles aussi une contraction importante de 35,5 %.

Cette tendance est confirmée par une baisse importante de 29,4 % de la production de crédits à la consommation au dernier trimestre 2020 par rapport à l'année précédente. À l'inverse, l'encours d'épargne des ménages augmente de 9,0 % en un an pour atteindre 453 milliards de F CFP à la fin du quatrième trimestre.

Des investissements prudents

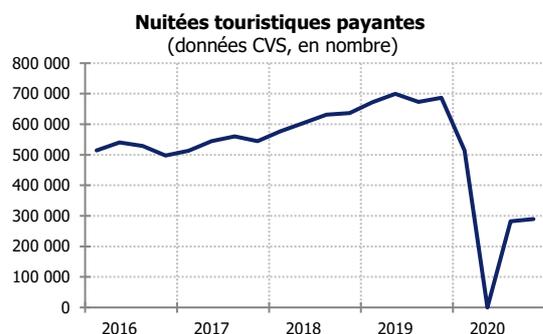
Malgré la crise économique, les entreprises poursuivent leurs investissements comme l'atteste l'augmentation des encours de crédits d'équipement de 8,1 % en un an. Cependant, pour les douze prochains mois, les entrepreneurs interrogés par l'IEOM restent prudents et envisagent de réévaluer à la baisse leurs prévisions.

De même, les particuliers poursuivent leurs investissements immobiliers qui se traduisent par une progression de l'encours des crédits à l'habitat de 4,6 % en un an. Néanmoins, une baisse de la production de prêts immobiliers de 9,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre esquisse un léger essoufflement de cette tendance. Dans le cadre du plan de relance du Pays, la réactivation et l'élargissement du dispositif d'aides à l'investissement des ménages (AIM), qui ont été annoncés, devraient inciter les particuliers à poursuivre leurs projets immobiliers.



Une activité globalement insuffisante

Le tourisme affecté par les mesures sanitaires



Source : ISPF - CVS IEOM

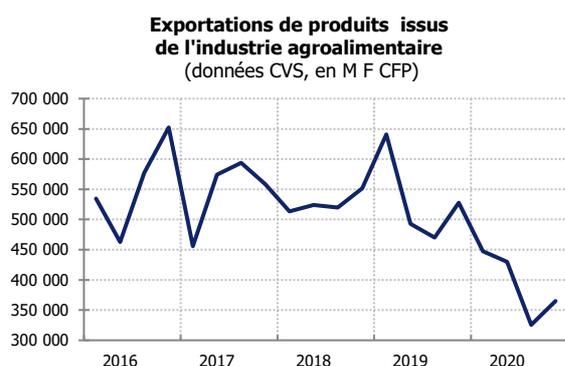
mitigées pour les mois à venir devraient être revues à la baisse après l'annonce des nouvelles mesures de restrictions des déplacements notamment à destination du territoire pour la majeure partie du premier trimestre 2021.

Les mesures en vigueur dans les principaux marchés émetteurs pèsent sur la fréquentation touristique qui plafonne à 20 000 au quatrième trimestre (-66,3 % en glissement annuel). Le nombre de nuitées payantes se réduit également de 56 % à 286 000.

Cette faible fréquentation induit un coefficient de remplissage moyen de 40,3 %, inférieur de 27,8 points à celui enregistré au quatrième trimestre 2019. Néanmoins, le revenu moyen par chambre louée enregistre une légère augmentation (+5 %).

Dans ce contexte dégradé, les professionnels de l'hôtellerie-restauration interrogés par l'IEOM témoignent d'une stabilisation de leur activité qui ne suffit pas pour soutenir leurs trésoreries. De plus, les perspectives

Les exportations de produits industriels en berne



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

Face au dérèglement des flux commerciaux internationaux, les productions industrielles polynésiennes peinent à s'exporter à l'instar du monoi qui a vu ses ventes diminuer de 23,8 % en glissement annuel ou des produits agroalimentaires (-22,0 %). Au-delà de ces difficultés sectorielles, l'ensemble des industriels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture note une contraction de leur activité.

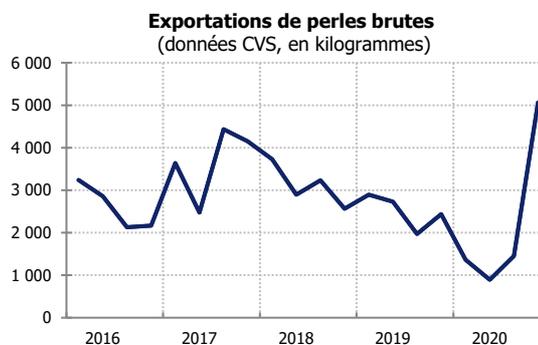
À l'inverse, les professionnels du BTP, continuant de bénéficier des investissements publics et privés retardés par la crise, décrivent une situation qui reste favorable au quatrième trimestre 2020. Pour répondre à cette dynamique et apurer les retards de livraisons, les importations de ciment ont augmenté de 51,5 % en

glissement annuel et celles de carrelage de 58,8 %.

Un prix de vente de la perle à l'export sous les 220 F CFP par gramme

Au quatrième trimestre, les chefs d'entreprises du secteur primaire constatent un maintien de leur activité par rapport au trimestre précédent, grâce à la consommation locale. Néanmoins, une baisse de la demande extérieure vient fragiliser plusieurs filières. Ainsi, malgré une légère reprise, le volume d'exportations de poissons et de crustacés reste 29,1 % en dessous de son niveau du quatrième trimestre 2019, et celui de la vanille diminue de 62,2 % sur la même période.

En raison des mesures publiques prises en faveur de la perliculture, qui ont notamment conduit à la suspension de la taxe à l'export pour les perles (DSPE), 6,3 tonnes de perles brutes ont été exportées au quatrième trimestre, un record depuis 2009. Face à un marché international fragilisé, le gramme de perle s'est vendu en moyenne 220 F CFP, ne générant qu'un flux total de 1,3 milliard de F CFP sur le trimestre, en recul de 20 % par rapport à 2019.



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

LA CONTRACTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE FINALEMENT MOINS MARQUÉE QUE PRÉVU EN 2020

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en janvier 2021, le PIB mondial aurait reculé de 3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux qu'anticipé en octobre. Cette révision s'explique principalement par une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de l'année. Pour 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre, en lien avec l'optimisme placé dans les vaccins et les mesures de soutien supplémentaires annoncées dans plusieurs grandes économies.

Aux États-Unis, après le net rebond enregistré au troisième trimestre (+7,5 % en rythme trimestriel), le PIB a augmenté dans une moindre mesure au cours des trois derniers mois de l'année (+1,0 %). La consommation a peu progressé (+0,6 %) tandis que l'investissement privé a enregistré une hausse de 5,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB a reculé de 3,5 %, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1946. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 5,1 %.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre selon Eurostat après une hausse de 12,4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à fin décembre (8,3 %) tout comme le taux d'inflation qui reste établi à -0,3 % pour le quatrième mois consécutif. Sur l'année entière, le PIB a diminué de 6,8 % selon les estimations d'Eurostat et de 7,2 % selon le FMI. L'Allemagne serait l'un des pays de la zone avec le repli le moins marqué (-5,4 %), alors que l'Espagne verrait son PIB chuter de 11,1 % sur l'année. En 2021, la zone euro pourrait voir son PIB progresser de 4,2 % selon le FMI.

En France, le confinement en vigueur entre fin octobre et mi-décembre, ainsi que les couvre-feux survenus avant et après cette période, ont entraîné une baisse du PIB de 1,3 % au quatrième trimestre. Le deuxième confinement a particulièrement impacté la consommation des ménages, qui s'est contractée de 5,4 %, tandis que l'investissement a poursuivi sa reprise (+2,4 % après +24,0 % au trimestre précédent). Les exportations (+4,8 %) ont par ailleurs augmenté plus rapidement que les importations (+1,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. L'Insee estime que le PIB a chuté de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. Une hausse de l'ordre de 5 % est attendue en 2021 selon la Banque de France.

Au Japon, la trajectoire positive enregistrée au troisième trimestre s'est poursuivie avec une augmentation du PIB de 3,0 % sur les trois derniers mois de l'année. La consommation des ménages et l'investissement ont respectivement progressé de 2,2 % et 4,5 % sur la période. Le FMI estime que le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 et il anticipe un rebond de 3,1 % en 2021.

Le recul du PIB dans les pays émergents et en développement a finalement été moins important que prévu en 2020 (-2,4 % contre -3,3 % anticipé par le FMI en octobre). En Chine, le PIB a enregistré une hausse de 2,3 % sur l'année tandis qu'à l'inverse l'Inde, le Mexique et le Brésil, fortement touchés par la crise sanitaire tout au long de l'année, ont vu leur activité économique se dégrader nettement (respectivement -8,0 %, -8,5 % et -4,5 %). En 2021, le FMI prévoit un rebond du PIB de 6,3 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2021.

UN REDEMARRAGE ÉCONOMIQUE CONTRASTE EN ASIE-PACIFIQUE

Un an après l'apparition de la Covid-19, l'ensemble des pays de la région Asie-Pacifique connaît encore une situation sanitaire incertaine qui conduit la plupart des gouvernements à maintenir ou à adopter des mesures d'urgence qui ont un fort impact sur l'économie.

Ainsi, en Océanie, la plupart des pays ont profité de leur insularité pour fermer ou contrôler strictement leurs frontières, leur permettant d'afficher des bilans sanitaires provisoires particulièrement positifs. À l'inverse, l'impact économique est majeur pour les pays de la région les plus tournés vers le tourisme, à l'instar des **îles Fidji** pour lesquelles la banque centrale nationale anticipe une baisse du PIB de plus de 19 % en 2020.

Confrontée aux mêmes enjeux, l'économie **néo-zélandaise** devrait enregistrer une récession de 4,8 % en 2020, équivalente à la moyenne des économies avancées (-4,9 %). Néanmoins, la résilience de ses structures économiques est confirmée par la baisse du taux de chômage qui, après avoir atteint 5,3 % au troisième trimestre 2020, s'établit à 4,9 % en fin d'année.

Grâce à des filières extractives et agricoles orientées vers l'export, l'**Australie** a bénéficié de la désorganisation des échanges et de la baisse de production chez ses concurrents. En décembre 2020, la valeur de ses exportations augmente de 31 % en glissement annuel pour les minerais métallifères et de 137 % pour les céréales. Ce dynamisme, associé à une solide reprise de la consommation intérieure, a permis d'ouvrir la voie au redémarrage économique. Néanmoins, il est menacé par la dégradation des relations diplomatiques et commerciales avec son premier partenaire, la Chine.

Confrontés à des défis différents, les pays asiatiques en développement souffrent principalement d'une baisse de la demande mondiale de produits manufacturés. Ainsi, le groupe ASEAN-5 (**Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam**) ne constate pas de reprise franche au dernier trimestre et enregistre une contraction de 3,2 % de son PIB en glissement annuel qui devrait atteindre 3,7 % sur l'année. La situation de ces pays et particulièrement sensible à la forte baisse (-31 %) des investissements directs étrangers sur l'année 2020.

À l'inverse, la **Chine** conforte sa reprise au quatrième trimestre grâce au rebond de sa production industrielle (+7,1 % en glissement annuel) et de sa consommation avec une augmentation des ventes au détail (+4,6 %). Le glissement annuel du PIB du pays au dernier trimestre devrait ainsi s'établir à +6,5 %, participant à une croissance de 2,3 % sur l'année.

Sur la scène diplomatique, le dernier trimestre a été marqué par la signature du **Partenariat régional économique global (RCEP)** qui réunit 15 pays* de la région et ouvre la voie à la création de la plus importante zone de libre-échange du monde (2,2 milliards de consommateurs et 30 % du PIB mondial). S'il comprend plusieurs clauses excluant notamment le commerce de produits agricoles ou la plupart des services, cet accord devrait permettre un échange sans droits de douane pour 90 % des biens. À moyen terme, il pourrait favoriser le développement de la région et attirer les investissements étrangers.

* Membres de l'ASEAN, Australie, Chine, Corée du Sud, Japon, Nouvelle-Zélande.

Sources : FMI, OCDE, The World Bank, Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, National Bureau of Statistics of China, Reserve bank of Fiji, Direction générale du Trésor.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : F. DUFRESNE – Responsable de la rédaction : S. NATIER – Rédaction : N. DAMON
Éditeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : mars 2021 – Dépôt légal : mars 2021 – ISSN 2679-0769